

1997 - 1998

Mémoire de stratégie

1997 - 289

## LES DOCTRINES POST-SOVIETIQUES

LCL PARIEV  
groupe A-2

1998-289

## **LES DOCTRINES POST-SOVIETIQUE**

Introduction.....	3
Politique de sécurité.....	4
Sauvegarder l'essentiel de l'appareil de défense.....	4
L'emploi des forces armées.....	6
Débats relatifs à la sécurité et aux forces armées.....	6
Préparer l'avenir.....	7
Conclusion.....	8
Bibliographie.....	9

## Introduction

En dépit de la primauté accordée à la politique pour assurer la sécurité de la Russie et bien que les ressources financières leur soient chichement mesurées, les militaires russes s'efforcent de sauvegarder l'essentiel de l'appareil de défense du pays et prennent des dispositions pour préparer l'avenir. D'une façon générale les processus engagés correspondent aux orientations qui avaient été fixées par la Doctrine militaire publiée en novembre 1993. Parallèlement s'ouvrent dans la presse, des débats relatifs à la nature et au format des forces armées dont la Russie a besoin.

Même si la Russie ne se reconnaît plus d'ennemi déclaré, elle considère que la menace de conflit subsiste, un conflit local pouvant dégénérer en conflit majeur et en guerre mondiale. Elle prête donc un intérêt particulier à ses relations avec ses voisins, pour éviter les sources de conflit, et place la sécurité de ses frontières dans ses intérêts vitaux.

La permanence de la menace nécessite donc une forte capacité de défense militaire, fournie par des forces armées bien équipées et entraînées, et la possibilité de mobiliser l'ensemble des ressources du pays. L'arme nucléaire conserve une place essentielle dans la défense comme moyen de dissuasion.

La doctrine militaire, notamment les principes d'emploi des forces armées, se place dans le cadre plus général de la politique de sécurité du pays.

## 1 - Politique de sécurité

La sécurité de la Russie est assurée de façon globale par l'adhésion aux structures collectives de sécurité (mondiales et régionales), le soutien de la politique mondiale de non-prolifération, le développement des accords de réduction des forces conventionnelles (en Europe et en Asie), et la coopération militaire avec les membres de la CEI et les PECO.

Cette sécurité peut être menacée par deux types de menaces militaires :

- les menaces extérieures, avec les revendications territoriales des voisins, la prolifération des armes de destruction massive, le terrorisme international, la rupture de l'équilibre actuel des forces, l'élargissement des blocs militaires, les ingérences dans les affaires intérieures de la Russie, les atteintes aux citoyens russes dans les Etats étrangers, les agressions contre les forces russes déployées en territoire étranger;

- les menaces intérieures, avec les activités nationalistes et séparatistes, les tentatives de coup d'Etat, les attentats, le développement de bandes armées, la criminalité organisée et les trafics.

Pour répondre à ces menaces, la Russie doit disposer de capacités de défense militaire suffisantes, assurées :

- au plan opérationnel, par la qualité de l'ensemble des forces armées (auxquelles on peut ajouter les forces de sécurité), avec une priorité marquée pour les forces d'intervention rapide ; la réorganisation des forces face aux grandes directions stratégiques (en pleine phase de transition, les forces armées russes font l'objet d'une vaste réorganisation. Elles ont terminé le retrait des unités stationnées à l'étranger, mais n'ont pas achevé leur installation dans la fédération de Russie alors qu'elles viennent de s'engager dans des conflits régionaux. La réorganisation en cours, destinée à améliorer l'ensemble des forces armées avec la priorité aux forces d'intervention rapide, devrait déboucher sur de nouvelles structures, avec des forces de couverture aux frontières, des groupements territoriaux, des forces mobiles (forces de réaction rapide et immédiate), des forces nucléaires stratégiques) ; le stationnement des forces russes dans d'autres pays de la CEI.

- au plan des équipements, par un effort de modernisation périodique, un développement des moyens de commandement et de renseignement stratégiques et des armes de haute précision, la préservation du potentiel nucléaire stratégique, le maintien des acquis dans le domaine spatial ;

- au plan économique, par la rationalisation et le développement des performances et de la rentabilité de l'outil militaro-industriel, un effort conséquent de recherche et de développement (8% du budget de la défense en 1997), un commerce des armements important, sans oublier le maintien des capacités de mobilisation et l'esprit de défense.

## 2 - Sauvegarder l'essentiel de l'appareil de défense

La doctrine militaire envisageait le recours aux réalisations les plus récentes de la science et de la technique pour la création de nouvelles générations d'armements. La

recherche devait en particulier permettre de répondre à l'émergence de nouvelles menaces nées de percées technologiques. Le potentiel militaro-industriel devait être maintenu à un niveau élevé .

La modicité des moyens consacrés à la défense donne naturellement à penser qu'il a loin de la théorie à la pratique. Toutefois, il apparaît que la Russie pourrait préserver l'essentiel de ses capacités, notamment en sachant fixer des priorités.

L'armement nucléaire conserve une place majeure dans la doctrine russe, et l'emploi en premier est prévu contre un Etat quelconque attaquant ou préparant une attaque contre la Russie et ses alliés, sauf si cet Etat réunit les trois conditions que sont la signature du traité TNP, la non-détention d'armes nucléaires, et l'absence d'alliances avec un Etat détenteur d'armes nucléaires.

La Russie est cependant favorable à l'interdiction totale et définitive des essais nucléaires.

Une toute première priorité est ainsi accordée aux armements nucléaires stratégiques et, de fait le potentiel correspondant est globalement préservé. Il ne subit pas la désorganisation dont ont pu souffrir les autres types de forces. Les destructions en cours, prévues par les traités avec les USA, correspondent à l'élimination des armes périmées, mais, en revanche en deux ans, devraient entrer en service 7 régiments de fusées équipés de nouveaux matériels fixes et mobiles. A l'horizon 2003, avec un potentiel global d'environ 3300 charges, missiles, sous-marins et bombardiers garantiront à la Russie la parité approximative que celle-ci entend maintenir avec les Etats-Unis.

Face aux critiques, les militaires rappellent ceci pour démontrer que l'on ne peut parler de conditions défavorables imposées par les traités signés. Question de posture, le dépointage des missiles qui a été réalisé ne remet pas en cause la volonté de disposer du potentiel indispensable alors que les risques de conflit majeur ne peuvent être totalement écartés.

Les Russes se sont montrés pareillement résolus à sauver les acquis dans le domaine spatial militaire. La location du cosmodrome de Baïkonour et le projet de construction, pour les forces spatiales d'un nouveau cosmodrome implanté en Russie en témoignent. Les capacités en satellites militaires sont ainsi préservées, notamment dans le domaine de l'alerte ABM et de l'observation.

L'industrie de défense est en difficulté, les dépenses pour l'équipement militaire de la Fédération sont réduites, le volume de la production baisse chaque année, les emplois se perdent et de nombreuses entreprises sont menacées. Toutefois, l'industrie de défense sauvera l'essentiel. Les autorités politiques et militaires ont maintenant pris conscience des risques de la désindustrialisation. Le complexe militaro-industriel a su aussi adopter les démarches d'auto-protection adéquates allant jusqu'à la pratique de l'exportation sauvage. Pour assurer la survie de leurs entreprises, les responsables se sont appuyés sur les structures locales dont elles ont, par là, renforcé le pouvoir. Les collectivités locales jouent ainsi un rôle important, parallèlement aux associations d'entreprises pour sauvegarder en partie l'industrie de défense.

Les ventes d'armes contribuent largement à ce sauvetage, avec plus de 2 milliards de dollars en 93 et 94 plus de 3 milliards en 95 et des prévisions variant, pour 97, de 15 à 6 milliards suivant que les différents embargos seraient levés ou non.

La recherche devrait bénéficier, en 1997 d'environ 8 % d'un budget de la défense dont le montant prévu est considéré comme insuffisant pour répondre aux attentes de la commission de défense de la Douma. Toutefois en dépit des difficultés du moment, la Russie est réputée avoir des projets de recherche dans le domaine des nouvelles technologies. Entre autres les missiles font l'objet de recherches visant à développer leur flexibilité d'emploi leur précision et leur survivabilité.

### **3 - Emploi des forces armées**

Les forces armées doivent être employées dans trois cas :

- la défense de la souveraineté, de l'intégrité du territoire et des intérêts vitaux de la Russie en cas d'agression ;
- les opérations de soutien de la paix dans le cadre de l'ONU ou des obligations internationales de la Russie ;
- le rétablissement de l'ordre intérieur.

L'action des forces armées aura lieu alors selon les principes suivants :

- priorité à la mobilité et à la disponibilité des forces ;
- permanence des moyens C3I ;
- combinaison du feu et de la manoeuvre pour isoler les forces ennemies et détruire ses systèmes C3I ;
- les forces étant capables d'agir en ambiance NBC.

Dans les trois cas d'emploi prévus, les missions des forces seraient alors :

- en cas d'agression, de repousser les attaques terrestres, aériennes et maritimes, de neutraliser l'adversaire en vue de stopper au plus vite les actions militaires, de conduire ces actions avec les forces des Etats alliés ;
- en cas de participation aux opérations de soutien de la paix, de disperser les groupements armés des parties en conflit, de fournir une aide humanitaire à la population civile, d'assurer son évacuation hors de la zone de conflit ;
- en cas de conflits intérieurs et pour leur prévention, d'assurer le maintien de l'ordre public, de faire cesser les confrontations armées, de désarmer et d'éliminer les factions armées illégales, d'exécuter des opérations de recherche et d'enquête, en vue d'écarter les menaces pesant sur la sécurité intérieure.

La nouvelle politique de sécurité russe, et la doctrine militaire qui y correspond, reflètent bien les problèmes russes actuels, en particulier les conflits réels ou potentiels sur les pourtours de la fédération. La nouvelle doctrine reste, au moins dans son énoncé formel, agressive et "peu démocratique", et vise sans aucun doute à dissuader d'éventuels agresseurs. Il faut noter également que les militaires russes s'efforcent de mettre en place des structures de forces moins figées, et mieux adaptées au nouveau cadre d'action possible.

### **4 - Débats relatifs à la sécurité et aux forces armées**

L'élargissement de l'OTAN ne constitue pas l'unique préoccupation de sécurité des Russes. Ainsi, l'Etoile rouge faisait-elle remarquer qu'avec les nouvelles adhésions, l'Union européenne arrivait maintenant aux frontières de la Russie et que les pays concernés se poseraient un jour le problème de leurs relations avec l'U.E.O. Si la menace

n'était pas encore d'actualité. La Russie n'excluait pas qu'un jour des groupements de forces se trouvent à ses frontières.

Sous la signature de responsables militaires ou de journalistes spécialisés, les articles consacrés par la presse aux problèmes de sécurité et de défense mettent en relief les interrogations et les préoccupations majeures. Celles-ci ont pu concerner, par exemple, le format des armées, le contrôle à exercer sur les forces par les citoyens, les insuffisances de la conversion dans l'industrie. La résolution des problèmes sociaux, mais aussi les problèmes nucléaires.

S'interrogeant sur la nature des armes dont disposera la Russie au seuil du XXIème siècle, la revue Temps Nouveaux a posé le problème du rôle des armements nucléaires, tactiques entre autres. Les forces conventionnelles étant maintenant dans l'incapacité de repousser une attaque massive, il revient au nucléaire d'assurer la dissuasion, non seulement vis-à-vis d'une attaque nucléaire, mais aussi vis-à-vis d'une attaque massive non-nucléaire. Les armes nucléaires tactiques ont ici un rôle à jouer.

Celles-ci peuvent être employées, pour une frappe mesurée, contre un Etat possédant l'arme nucléaire, qui aurait conduit une attaque massive non-nucléaire. La peur de frappes ultérieures plus dévastatrices dissuaderait un tel Etat d'entreprendre lui-même des actions massives de représailles.

Le même article évoque les possibilités d'action contre des pays disposant d'un potentiel nucléaire restreint. Des moyens non-nucléaires à grande capacité de pénétration, très précis, armés de munitions de grande puissance, permettraient de détruire de tels potentiels, sans appuyer sur la bouton nucléaire.

La doctrine avait été présentée comme une partie intégrante d'un concept global de sécurité de la Fédération de Russie. Ce concept n'a toujours pas été formulé.

En attendant d'être fixés sur ce que sera la situation géostratégique future de la Russie, les militaires semblent avoir su prendre les mesures conservatoires minimum nécessaires pour faire face aux différentes situations qui pourront se présenter en matière de sécurité.

## **5 - Préparer l'avenir**

Traitant de la mise sur pied des forces armées, la doctrine militaire envisageait la mise à disposition de celles-ci d'armements de haute qualité et leur restructuration. Elle mettait l'accent sur la priorité à accorder aux forces mobiles, ainsi que sur la collaboration au sein des pays de la C.E.I. En dépit des difficultés rencontrées, quelques mesures allant dans ce sens ont déjà été prises.

Ceci n'interdit pas d'envisager l'avenir. L'élévation du niveau de fiabilité des forces nucléaires stratégiques figurait en bonne place dans "les orientations et les priorités du programme d'armement à long terme", définies en janvier 1994 par le Conseil de sécurité. Les autres domaines prioritaires en étaient le développement des armes de haute précision. Les moyens de transmissions de commandement et de combat radioélectronique. ainsi que celui des moyens assurant une haute mobilité.

L'acquisition de cette dernière reste l'un des objectifs de la Défense puisqu'aux côtés des forces de couverture implantées et des réserves stratégiques. Les forces mobiles auraient à intervenir, dans les opérations de caractère régional, dans des délais réduits, de l'ordre de 48 heures pour la Force de réaction rapide, de l'ordre de 3 à 7 jours pour la force de déploiement rapide.

Pour l'heure les responsables se penchent sur la question de la restructuration des forces. Il a été annoncé, par exemple la création d'un commandement territorial unifié pour la Région militaire de l'Extrême-Orient qui regrouperait sous sa coupe tous les types de forces à l'exclusion des forces nucléaires stratégiques. Le même processus serait mis en oeuvre sur les autres grandes directions stratégiques. Chacun de ces grands ensembles serait placé sous le commandement d'un vice-Ministre de la Défense.

Implanté en Région militaire du Nord-Caucase, serait ainsi formé un groupe de forces sud, destiné à faire face aux pays de Transcaucasie, à la Turquie et à l'Iran. La nécessité de disposer du volume de forces nécessaires sur cette direction stratégique explique l'insistance de Moscou pour revoir les plafonds en armements majeurs accordés à cette zone aux termes du Traité FCE.

## **Conclusion**

La Russie qui indiquait dans sa doctrine militaire que ses intérêts vitaux se situent au-delà de ses frontières, attache une importance particulière à ces deux derniers points. Elle coopère avec la Biélorussie, la Géorgie, l'Arménie et les pays d'Asie centrale en matière de défense des frontières. Elle a signé des accords de coopération militaire avec la plupart des Etats issus de l'URSS, à l'exclusion des pays baltes et l'Ukraine.

Par la négociation, Moscou a réussi à conserver, au moins pour un temps l'usage de ses radars d'alerte ABM implantés dans différents nouveaux Etats. La Russie est militairement présente dans les pays d'Asie centrale, par ses cadres, ses unités résiduelles ou ses forces de maintien de la paix, selon le cas. Elle négocie des accords pour le stationnement de ses forces en Géorgie et en Arménie. Ce dernier pays a notamment accepté d'intégrer son système de défense aérienne.

En revanche, la Russie semble avoir renoncé à intervenir militairement au-delà des limites de l'ex-URSS. La vente de trois de ses porte-aéronefs en témoigne.

## **BIBLIOGRAPHIE**

Doctrine militaire de la Russie 1993

Russie : le " déciblage " des têtes nucléaires plonge les responsables français dans l'embarras  
26 septembre 1997, page 3

VERNET DANIEL

OTAN-RUSSIE : la première réunion du Conseil conjoint  
21 juillet 1997, page 4

RUSSIE : Boris Eltsine décide de ne pas se rendre au sommet de l'OTAN  
21 juin 1997, page 4

L'Est et l'Ouest tentent de concevoir un partenariat militaire  
29 mai 1997, page 4  
ISNARD JACQUES

Moscou se prépare à affronter les nouveaux défis de l'élargissement  
28 mai 1997, page 2  
SHIHAB SOPHIE

L'armée russe est "près de s'effondrer", selon une étude de l'OTAN  
24 mai 1997, page 2  
VERNET DANIEL

Moscou dans le concert européen  
16 mai 1997, page 2

Des missiles soviétiques au secours de Bill Gates  
22 février 1997, page 4  
NAUDET JEAN BAPTISTE

Le ministre russe de la défense, Igor Rodionov, dénonce l'état catastrophique des forces armées  
21 février 1997, page 6  
SHIHAB SOPHIE